



«Productivité». Le mot est à la mode par les temps qui courent.

La semaine dernière, le nouveau président du Conseil du Trésor, Martin Coiteux, en a parlé quand il a suggéré que les hausses salariales des fonctionnaires [devraient dépendre de leur productivité](#).

Presque au même moment, [l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques](#) (IRIS) choisissait de [remettre en question](#) la notion, par ailleurs universellement acceptée, que le Québec accuse un retard de productivité par rapport à l'Ontario.

La question se pose, donc : la productivité, qu'est-ce que ça mange en hiver ?

* * *

La richesse des États — celle qui permet de financer les programmes publics — se calcule normalement par leur PIB. Le PIB mesure la valeur de toute l'activité économique générée par une région donnée : plus le PIB est élevé, plus la région est riche. (Un État peut aussi être [riche en bonheur](#))

La productivité qu'est-ce que ça mange en hiver

Écrit par Jérôme Lussier
Lundi, 12 Mai 2014 20:22 -

, mais celui-ci finance plus difficilement des réseaux de santé et d'éducation, de même que les infrastructures et la culture.)

Le PIB d'un État dépend de trois facteurs essentiels : le travail, le capital et la productivité, qui mesure l'efficacité avec laquelle on utilise les deux premiers facteurs.

Quelques exemples schématiques permettent de distinguer ces notions importantes.

Imaginez un pays A et un pays B. Chacun compte 1 000 habitants, et tous les deux se spécialisent dans la construction de pédalos. Dans chaque pays, tous les travailleurs reçoivent une formation sur la construction de pédalos, et tous les outils et matériaux nécessaires à leur assemblage. Tout le monde travaille de 9 à 5, du lundi au vendredi.

Dans le pays A, 300 travailleurs s'activent pendant un an et produisent 300 pédalos. Dans le pays B, 600 travailleurs s'activent pendant la même période et produisent 600 pédalos.

Au bout de l'année, le pays B a donc produit deux fois plus de pédalos que le pays A. Pourquoi ? Parce que, toutes choses étant par ailleurs égales, le nombre d'heures travaillées y était deux fois plus important. Le pays B aura donc un PIB plus élevé que le pays A en raison du facteur de travail.

Imaginez maintenant les pays C et D. Chacun compte 1 000 habitants, et tous les deux se spécialisent dans la confection de guirlandes de Noël. Dans chaque pays, les gens travaillent de 9 à 5, du lundi au vendredi. Par ailleurs, tant le pays C que le pays D comptent 500 travailleurs à temps plein.

En début d'année, tous les ouvriers du pays C reçoivent 10 caisses de froufrous argentés, 5 bombes aérosols de fausse neige, une tresseuse électronique et une formation sur les dernières tendances en matière de décorations hivernales. Par ailleurs, ils travaillent sur des chaînes de montage de guirlandes de haute précision.

La productivité qu'est-ce que ça mange en hiver

Écrit par Jérôme Lussier
Lundi, 12 Mai 2014 20:22 -

Dans le pays D, les ouvriers reçoivent deux rouleaux de papier d'aluminium, une paire de ciseaux, et un manuel d'instruction en suédois.

Au bout de l'année, le pays C a produit pour 20 km de guirlande de Noël. Le pays D, pour sa part, en a produit pour seulement 1 km (et de moins bonne qualité). Pourquoi ? Parce que, toutes choses étant par ailleurs égales, les investissements étaient beaucoup plus importants dans le pays C. Son PIB sera plus élevé en raison du facteur d'investissement.

Imaginez maintenant deux autres pays : E et F. Chacun compte 1 000 habitants, dont 500 travaillent à temps plein, de 9 à 5, du lundi au vendredi. Cette fois-ci, chaque pays confie à ses travailleurs 1 million de dollars à faire fructifier à leur guise.

Les 500 travailleurs du pays E prennent leur million de dollars, ils achètent les matériaux et les outils nécessaires et, au bout d'un an de travail, ils ont construit un bel hôtel-spa-minigolf, dont la valeur commerciale est de 10 million de dollars.

Pendant ce temps, les 500 travailleurs du pays F ont pris leur million de dollars, ils ont acheté l'équipement nécessaire et, au bout d'un an de travail, ils ont conçu un nouveau prototype de moteur à hydrogène et enregistré les brevets correspondants, dont la valeur commerciale est de 100 millions de dollars.

À la fin de l'année, le PIB du pays F sera supérieur à celui du pays E. Pourtant, ils ont le même nombre de travailleurs, et ils ont bénéficié du même investissement en capital. La différence, c'est la productivité : les travailleurs du pays F ont su tirer une valeur plus importante de leur travail et de l'investissement de capital que les travailleurs du pays E.

Au sens économique, les travailleurs du pays F ont été plus «productifs» que ceux du pays E. Ce n'est pas nécessairement qu'ils ont travaillé plus fort, ou que leurs voisins sont paresseux : c'est simplement qu'ils ont su transformer leurs ressources et leurs heures de travail en produits de plus grande valeur.

* * *

Revenons maintenant à l'IRIS et à M. Coiteux.

Que veut dire le président du Conseil du Trésor quand il affirme qu'il faut lier les hausses de salaires de la fonction publique à des hausses de productivité ?

Il dit, essentiellement, que les augmentations salariales des employés de l'État devraient découler d'une conversion plus efficace de leurs ressources et de leurs heures de travail en services publics.

Le diagnostic sous-jacent — qui ne s'applique pas nécessairement de la même manière aux infirmières, aux médecins, aux employés du MTQ ou à ceux de la SAQ — est que les investissements de l'État, combinés à la quantité d'heures travaillées, ne génèrent pas suffisamment de résultats. Autrement dit : une partie trop importante des ressources publiques sont englouties par le système lui-même, plutôt que d'être transformées en services à la population.

Il va de soi que tous n'accepteront pas cette analyse — au premier chef, les syndicats qui voudront protéger leurs acquis. Il faudra voir les études et les arguments des uns et des autres.

Que veut dire l'IRIS, pour sa part, quand il affirme que les travailleurs québécois ne sont pas moins productifs que ceux de l'Ontario, alors que toutes les études économiques démontrent que la productivité économique du Québec est moins élevée que celle de l'Ontario ?

L'IRIS commence son étude avec les mêmes données économiques que tout le monde concernant le Québec et l'Ontario, mais affirme ensuite qu'on ne peut pas les comparer... sous prétexte que l'Ontario compte sur des industries dont la productivité est plus élevée que celles du Québec.

L'IRIS décide donc de « [procéder à un ajustement](#) » pour moduler la structure industrielle ontarienne sur celle du Québec — éliminant ainsi l'incidence des industries ontariennes plus productives — et effectue une comparaison sur cette base. Le résultat de cette comparaison tronquée, qui revient essentiellement à comparer le Québec avec lui-même, est que le Québec

serait aussi productif que l'Ontario.

Mais qu'est-ce que cela veut dire exactement ? À quoi sert-il de comparer deux États, par ailleurs comparables, tout en écartant des différences essentielles de la comparaison ? Quelle utilité y a-t-il dans le fait de manipuler les chiffres pour faire disparaître des divergences significatives ?

C'est un peu comme si on voulait démontrer que le Canada produit davantage de films que les États-Unis — si on exclut la production de Hollywood.

Ou, comme le faisait remarquer une connaissance, affirmer que les attaquants du Canadien de Montréal sont meilleurs que ceux des Penguins de Pittsburgh — si on exclut Sidney Crosby et Evgeni Malkin.

Ou, pour reprendre l'exemple ci-dessus, comme si on refusait de comparer les pays E et F, sous prétexte qu'ils ont choisi de concevoir des produits différents.

Il va de soi qu'en manipulant les données pour éliminer les éléments qui contredisent la conclusion recherchée — [*fixing the facts around the policy*](#) , comme diraient les Britanniques — on peut faire apparaître [toutes sortes de résultats étonnants](#) . Ils n'ont pas toujours beaucoup d'utilité ou de pertinence, cela dit.

* * *

Deux dernières remarques.

Premièrement, il arrive effectivement que certaines comparaisons soient inopportunes — par exemple, quand elles sont faussées par des caractéristiques naturelles trop différentes. C'est pour cette raison, entre autres, qu'on évite habituellement de comparer le Québec à l'Alberta :

la présence de pétrole donne en effet un avantage «injuste» à l'économie albertaine. Pour le meilleur et pour le pire, les provinces dépourvues de pétrole seront toujours impuissantes à en faire apparaître. Mais ce raisonnement ne vaut pas pour les comparaisons entre le Québec et l'Ontario, deux provinces dont la géographie et les ressources sont comparables. A priori, on ne voit donc pas quel obstacle naturel empêche l'économie du Québec de rivaliser avec celle de l'Ontario.

Deuxièmement, il semble que le seul objectif de l'étude de l'IRIS ait été d'affirmer que les travailleurs québécois, selon leur secteur d'activité, ne sont pas plus paresseux que leurs homologues ontariens. Il s'agit, autrement dit, d'une tentative de rassurer les travailleurs québécois en leur disant qu'ils n'ont rien à se reprocher personnellement.

Si l'exercice peut avoir une certaine valeur comme remonte-moral individuel, son utilité comme guide pour les politiques publiques est toutefois difficile à saisir. Les politiques économiques, quelles qu'elles soient, ne cherchent pas à culpabiliser ou à vanter les individus. Elles cherchent plutôt à mettre en place les conditions d'une activité économique plus vigoureuse.

En l'occurrence, l'IRIS soutient que l'avantage de productivité de l'Ontario s'explique avant tout par sa structure industrielle, différente de celle du Québec. L'argument est intéressant. Dans ce cas, pourquoi l'IRIS ne suggère-t-il pas que le Québec s'inspire de la structure industrielle ontarienne (ou d'une autre structure industrielle plus avantageuse) — et des conditions qui les rendent possible — pour hausser sa propre productivité ?

Voilà qui, pour une fois, [aurait été imprévu](#) .

* * *

À propos de Jérôme Lussier

Jérôme Lussier est juriste et journaliste. Au cours des dernières années, il a notamment travaillé à Radio-Canada et tenu un blogue au journal Voir, en plus d'avoir été conseiller politique à la Coalition Avenir Québec. Il blogue sur les enjeux sociaux et politiques contemporains à
2013. On peut le suivre sur Twitter : [@jeromelussier](#) L'actualité depuis

La productivité qu'est-ce que ça mange en hiver

Écrit par Jérôme Lussier
Lundi, 12 Mai 2014 20:22 -

Cet article [La productivité, qu'est-ce que ça mange en hiver ?](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#)

Consultez la source sur Lactualite.com: [La productivité qu'est-ce que ça mange en hiver](#)